

Publications périodiques

Comptes annuels

SG OPTION EUROPE

Société Anonyme au capital de 6.512.000 Euros
Siège social : 17 cours Valmy - 92800 Puteaux
341 369 833 R.C.S. Nanterre.

A. — Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018.

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 7.405.793,56 euros augmenté du report à nouveau antérieur, créditeur de 19.202.611,11 euros, soit un montant total à affecter de 26.608.404,67 euros, de la façon suivante :

A la réserve légale (déjà dotée à 10 %) :	0,00 Euro,
A la réserve libre :	0,00 Euro,
Versement de dividende :	12.405.360,00 Euros,
(Soit 30,48 euros par action)	
Au report à nouveau :	14.203.044,67 Euros.

Le dividende attribué aux Actionnaires personnes morales ne sera pas éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 31 mai 2018.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

Exercice	Dividende distribué par action
2016	3,68 euros (1)
2015	Néant
2014	Néant
(1) Le dividende attribué aux Actionnaires personnes morales n'était pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.	

B. — États financiers et annexes au 31 décembre 2017.**I. — Bilan.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)	369 467	27 139
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	14 362 876	19 214 973
A vue	919 751	254 234
A terme	13 443 125	18 960 739
Opérations avec la clientèle (note 4)	4 480	1 511
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	4 480	1 511
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)	5 363 273	2 439 299
Actions et autres titres à revenu variable (note 2)	1 585 384	1 049 177
Participations et autres titres détenus à long terme (note 5)	1 904	1 137
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles (note 6)		
Immobilisations corporelles (note 6)		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement (note 7)	63 428	62 918
Autres actifs (note 8)	2 663 898	4 938 724
Comptes de régularisation (note 8)	4 428 312	5 054 399
Total	28 843 022	32 789 277

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 9)	16 986 556	14 734 937
A vue	342 348	201 268
A terme	16 644 208	14 533 669
Opérations avec la clientèle (note 10)	278 225	129 998
Comptes d'épargne à régime spécial (note 10)		
A vue		
A terme		
Autres dettes	278 225	129 998
A vue	716	24
A terme	277 509	129 974
Dettes représentées par un titre (note 11)	3 231 661	6 952 766
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	3 209 448	6 919 497
Emprunts obligataires	22 213	33 270
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 12)	4 100 942	6 029 536
Comptes de régularisation (note 12)	506 832	387 184
Provisions (note 13)	3 683 196	4 497 150
Comptes de négociation et de règlement (note 7)	65	8 069
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 14)	55 545	49 637
Capital	6 512	6 512
Primes d'émission	18 224	18 224
Réserves	4 200	4 200
Écart de réévaluation		
Provisions réglementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	19 203	19 117
Résultat de l'exercice	7 406	1 583
Total	28 843 022	32 789 277
Résultat de l'exercice en centimes :	7 405 793,56	
Total du bilan en centimes :	28 843 021 619,13	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	2 959 018	596 384
Engagements de financement (note 21)	1 332 612	170 359
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 332 595	170 359
Engagements en faveur de la clientèle	18	
Engagements de garantie (note 21)	1 505 166	254 742
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 505 166	254 742
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres (note 21)	121 240	171 282
Titres à livrer		
Autres engagements donnés	121 240	171 282
Engagements reçus	5 115 085	404 569
Engagements de financement (note 21)	2 452 051	103 962
Engagements reçus d'établissement de crédit	2 452 051	103 962
Engagements reçus de la clientèle		

Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres (note 21)	2 663 034	300 607
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus	2 663 034	300 607
Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises (note 22)		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	384 465	190 611
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	113 721	135 205
Engagements sur instruments financiers à terme (note 23)	68 217 983	102 340 549
Autres engagements (note 21)		
Engagements donnés	16 581	8 962
Engagements reçus	12 690	
Engagements douteux		

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 15)	1 094 504	914 385
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	748 975	868 719
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 711	2 421
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	235 804	17 043
+ Autres intérêts et produits assimilés	105 014	26 202
- Intérêts et charges assimilées (note 15)	-1 477 901	-1 332 147
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-908 993	-718 726
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-166	-885
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-483 633	-552 183
- Autres intérêts et charges assimilées	-85 109	-60 353
+ Revenus des titres à revenu variable (note 15)	4	
+ Commissions (produits) (note 16)	6 336	5 115
- Commissions (charges) (note 16)	-17 208	-12 787
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation (note 17)	418 141	449 898
- Opérations sur titres de transaction	-334 402	-182 101
- Opérations de change	12 913	-8 372
- Opérations sur instruments financiers	739 630	640 371
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés (note 17)	723	4
- Plus ou moins value	723	4
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	6	589
- Opérations faites en commun		47
+ Autres produits d'exploitation bancaire	6	542
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-158	-222
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-158	-222
Produit net bancaire	24 447	24 834
- Charges générales d'exploitation (note 18)	-15 762	-27 500
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-15 762	-27 500
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	8 685	-2 666
- Coût du risque		

- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	8 685	-2 666
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 19)	1 502	24
- Immobilisations financières	1 502	24
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	10 187	-2 643
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 20)	-2 782	4 226
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	7 406	1 583

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexes.

Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société SG Option Europe sont établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE ET COMPARABILITÉ DES COMPTES

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation.

Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable. Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Au 31 décembre 2017, aucune dépréciation n'a été constatée.

CRÉANCES DOUTEUSES

Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les en-cours sains et les en-cours douteux.

Sont des en-cours douteux, les en-cours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),

— lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,

— s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment des procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un en-cours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les en-cours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

PORTEFEUILLE TITRES

Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

Les titres sont classés en fonction de :

— La nature du revenu : le revenu attaché aux titres peut-être fixe ou variable.

Les titres à revenu fixe sont représentés par des titres à taux d'intérêt fixe et des titres participatifs institués par la loi du 3 janvier 1983. Ce sont donc principalement des obligations, des bons du Trésor, des titres de créances négociables, et des titres similaires, que leur taux soit fixe ou révisable.

Les titres à revenu variable sont tous les autres, essentiellement des actions. Ce sont donc des titres pour lesquels le revenu est tributaire des résultats de l'émetteur et de la décision de distribution.

— L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : il est possible de classer les titres en six catégories ou portefeuilles qui correspondent à autant de motivations: transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention. Les titres peuvent faire l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Entre la date de négociation des titres et leur transfert de propriété, l'engagement d'achat ou de vente est enregistré dans un compte de hors-bilan "Titres à recevoir / à livrer".

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

— TITRES DE TRANSACTION :

Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique "Résultat net des opérations financières". Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont également classés au sein de cette rubrique.

— TITRES DE PLACEMENT :

Ce sont des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au paragraphe 3 bis du règlement 90-01 (c'est-à-dire: titres de participation, parts dans les entreprises liées....).

— Actions et autres titres à revenus variables :

Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition, ou à leur valeur d'apport. Si les titres proviennent du portefeuille de transaction, ils sont enregistrés au prix du marché le jour du transfert.

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent.

Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées. En cas de moins-values latentes, une dépréciation du portefeuille titres, appréciée par ensembles homogènes de titres, est constatée en comptabilité.

Les revenus attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais exclus, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Produits d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation, et dans le cas de titres cotés, des cours de bourse les plus récents. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, cette provision peut-être appréciée par ensembles homogènes de titres. Les plus-values ne sont pas comptabilisées, et ne peuvent venir compenser les moins-values des autres titres.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Résultat net des opérations financières" du compte de résultat.

— TITRES D'INVESTISSEMENT :

Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels SG Option Europe a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

A cette intention s'ajoute l'obligation de leur affecter des ressources globalement adossées ou encore de les protéger par une opération de couverture sur un marché d'instruments financiers à terme.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Au 31 décembre 2017, la société ne détient aucune valeur entrant dans cette catégorie.

— TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE :

Il s'agit d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Aucun titre de cette nature ne figure au bilan de clôture.

— TITRES DE PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES :

Il s'agit de titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale et répondant aux critères suivants:

— titres de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement ou émis par les sociétés mises en équivalence;

— titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec la société détentrice, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus;

— titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision;

— titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle du Groupe.

A la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de payer pour acquérir ces titres avec le même objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse des trois derniers mois.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de provision, ainsi que les plus ou moins-values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

— AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME :

Ils représentent les investissements réalisés sous forme de titres par la société dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec la société émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Au 31 décembre 2017, aucun titre n'entrant dans cette catégorie n'est inscrit au bilan de la société.

— Cas particulier des EMTN structurés émis par SG, SGA, SG Issuer et SG Effekten enregistrés parmi les titres de transaction.

SG Option Europe détient dans le portefeuille de titres de transaction des EMTN structurés émis par SG, SGA, SG Issuer et SG Effekten en vue d'assurer la liquidité du marché sur ces titres. Le financement de cette activité est constitué de dépôts à terme interbancaires indexés, conclus avec les sociétés émettrices, dont les indexations répliquent parfaitement celles des EMTN structurés détenus par SG Option Europe.

IMMOBILISATIONS.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition ou à leur valeur de réévaluation lorsqu'elles en font l'objet.

Les amortissements ont été calculés suivant la durée réelle ou estimée d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciels	L	3 ans (1an fiscalement)
Matériel de bureau et informatique	L	5 ans
Mobilier	L	10 ans
Agencement des constructions	L	20 ans

Les dotations aux amortissements ont été portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT.

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des dettes. Les dettes intègrent les dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

INTÉRÊTS ET COMMISSIONS.

Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat prorata *temporis*. Les commissions sont comptabilisées en respectant les éventuels décalages intervenant entre la facturation et l'exécution effective du service, et donnent lieu à une régularisation afin que les charges et produits acquis à l'exercice lui soient effectivement rattachés.

COÛT DU RISQUE.

A la suite du litige avec le Libyan Investment Authority, plusieurs entités de la Société Générale sont parties liées face à ce règlement, dont SG Option Europe. Un accord transactionnel a été notifié le 2 mai 2016. Société Générale SA supporte seule le coût de cette transaction. Une lettre de support de la société Générale vis-à-vis de sa filiale confirmant ce dernier point a été émise.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.

Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions pour risques et charges représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie attendue de celui-ci.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif et au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

OPERATIONS EN DEVICES.

Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels au comptant à la date de clôture.

Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation".

OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME.

Les opérations portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés sous une ligne unique au hors bilan; ce montant représente le volume des opérations en cours, il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Il convient de distinguer deux cas en matière de comptabilisation des résultats afférents à ces instruments.

a) Opérations de couverture affectée :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés au compte de résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les

éléments couverts, en produits nets d'intérêts. Dans le cas où ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en "résultat net des opérations financières" dans la rubrique "résultat sur instruments financiers à terme".

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits "prorata-temporis" au compte de résultat. Ils sont inscrits en "résultat net des opérations financières" dans la rubrique "résultat sur instruments financiers à terme".

b) Opérations isolées :

Ces opérations incluent, d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, d'autre part, des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés dont la liquidité est moindre, sont inclus dans des portefeuilles de transaction. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes. Ces valorisations sont corrigées le cas échéant d'une décote prudentielle (Reserve Policy) déterminée en fonction des instruments concernés et des risques associés et intégrant:

- une valorisation prudente de l'ensemble des instruments, quelle que soit la liquidité du marché,
- une réserve estimée en fonction de la taille de la position et destinée à couvrir le risque d'emprise,
- une correction au titre de la moindre liquidité des instruments et des risques de modèles dans le cas des produits complexes ainsi que des opérations traitées sur des marchés moins liquides (car récents ou plus spécialisés).

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts négociées de gré à gré, la valeur de marché intègre le risque de contrepartie et la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes latents ou réalisés correspondants sont directement portés au résultat de l'exercice. Ils sont inscrits au compte de résultat en "résultat net des portefeuilles de négociation".

Les pertes et profits relatifs à certains contrats conclus dans le cadre notamment des activités de trésorerie gérées par la salle des marchés afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêts, sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou "prorata temporis", selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques dont la contrepartie est enregistrée en "résultat net des portefeuilles de négociation".

GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES.

Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux provisions pour dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du Produit Net Bancaire.

CHARGE FISCALE.

SG Option Europe a conclu une convention d'intégration fiscale avec Société Générale.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 % et de 0 % pour les plus-values à long terme excepté la quote-part de 12 % imposée au taux de droit commun.

Les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une Contribution Sociale sur les Bénéfices des sociétés de 3,3 %.

Suite à l'adoption de la loi de finance rectificative parue en 2013, une majoration de 10,7 % du montant de l'impôt sur les sociétés a été instaurée pour les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros au titre des exercices clos entre le 31/12/2011 et le 31/12/2015.

Les crédits d'impôt attachés aux revenus mobiliers sont portés en déduction du montant de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES.

Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, modifiant le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-04 relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises d'investissement, la société SG Option Europe ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice. — Néant.

Événements postérieurs à la clôture. — Néant.

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017					31/12/2016
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :						
Valeur brute	368 610				368 610	4 459
Créances rattachées	857				857	22 680
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	369 467				369 467	27 139
Obligations et autres titres à revenus fixe :						
Valeur brute	5 256 559	99 957			5 356 516	2 432 796
Dont émis par des organismes publics						
Créances rattachées	2 323	4 434			6 757	6 503
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	5 258 882	104 391			5 363 273	2 439 299
Actions et autres titres à revenu variable :						
Valeur brute	1 585 384				1 585 384	1 049 177
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	1 585 384				1 585 384	1 049 177
Total	7 213 733	104 391			7 318 124	3 515 615

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2017
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable	6 841 943	99 957			6 941 900
Titres cotés	1 727 236	99 957			1 827 193
Titres non cotés	5 114 707				5 114 707
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable par émetteur	6 841 943	99 957			6 941 900
Établissements de crédit	5 044 667	99 957			5 144 624
État					
Autres émetteurs	1 797 276				1 797 276

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur estimée des titres de placement :	5 778	
Plus values latentes	4 813	
Résultat latent du portefeuille d'investissement hors portefeuille reclassé		
Montant des primes et décotes afférentes aux titres de placement et d'investissement	965	

Note 2 (suite)

3. Transfert de portefeuille. — En application de l'avis du CNC 2008-19 publié en Décembre 2008, la société a procédé aux transferts suivants au 4ème trimestre 2012 :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable d'origine	Valeur comptable en date de transfert Portefeuille de destination				
		Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Total	Valeur comptable 31/12/2017	Juste valeur 31/12/2017
Portefeuille d'origine						
Portefeuille de transaction						
Obligation et autres instruments de dettes						

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	14 357 590	19 177 297
A vue :	919 751	254 234
Comptes ordinaires	268 476	198 318
Prêts et comptes au jour le jour	651 275	55 916
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	13 437 839	18 923 063
Prêts et comptes à terme	13 437 839	18 923 063
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	5 286	37 676
Créances douteuses		
Total brut	14 362 876	19 214 973
Dépréciations		
Total net	14 362 876	19 214 973
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	14 362 876	19 214 973

Note 4. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	4 480	1 511
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle	4 480	1 511
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	4 480	1 511
Dépréciations		
Total net	4 480	1 511
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	4 480	1 511

Note 5.

1. Participations et autres titres détenus a long terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2017
Titres de participation					
Valeur brute	2 933	1 756	1 159	-259	3 271
Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations	-1 796	-3	-369	63	-1 367
Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan	1 137	1 753	790	-196	1 904
Autres titres détenus à long terme					

Valeur brute					
Dont titres cotés					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Dont titres cotés					
Valeur nette au bilan					
Total net	1 137	1 753	790	-196	1 904

Note 6.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2017	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	862				862	-862	
Immobilisations corporelles	645				645	-645	
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres	645				645	-645	
Total	1 507				1 507	-1 507	

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	-862				-862
Immobilisations corporelles	-645				-645
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres	-645				-645
Total	-1 507				-1 507

3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7.

Comptes de négociation et de règlement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Actif	63 428	62 918
Comptes de négociations et règlements Actifs	63 428	62 918
Passif	65	8 069
Comptes de négociations et règlements Passifs	65	8 069

Note 8.

1. Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	2 663 898	4 938 724
Compte courant SG impôt groupe	26	4 226
Primes sur instruments conditionnels achetés	2 597 373	4 834 490
Dépôts de garantie versés	66 496	99 391
Débiteurs divers	3	617
Comptes de régularisation :		
Sous-total	4 428 312	5 054 399
Autres comptes de régularisation	4 419 536	5 033 261
Comptes d'ajustement sur instruments financiers à terme	4 380 455	4 939 616
Charges comptabilisées d'avance	1 304	777
Comptes de régularisation : Divers	37 777	92 868
Produits à recevoir	8 776	21 138
Autres produits à recevoir	8 776	21 138
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Comptes de négociation et règlement		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation		
Total brut	7 092 210	9 993 123
Dépréciations		
Total net	7 092 210	9 993 123

2. Répartition des dépôts de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie versés	66 496		66 496	99 391

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :	342 348	201 268
Dépôts et comptes ordinaires	244 194	115 768
Comptes et emprunts au jour le jour	98 154	85 500
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	16 611 084	14 497 318
Emprunts et comptes à terme	16 611 084	14 497 318
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	33 124	36 351
Titres donnés en pension		
Total	16 986 556	14 734 937

Note 10. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :	716	24
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres	716	24
Autres dettes envers la clientèle à terme :	277 509	129 974
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière	277 509	129 974
Autres		
Dettes rattachées		
Total dettes envers la clientèle	278 225	129 998
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	278 225	129 998

Note 11. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	3 209 448	6 919 497
Emprunts obligataires	22 213	33 269
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	3 231 661	6 952 766
Dettes rattachées		
Total	3 231 661	6 952 766

Note 12.

1. Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres	4 036 299	5 916 939
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres	1 422 591	1 016 191
Instruments conditionnels vendus	2 613 708	4 900 748
Autres passifs	64 643	112 597
Compte courant SG impôt groupe	2 807	
Versement restant à effectuer sur titres		
Dépôts de garantie reçus	51 765	78 609
Créditeurs divers	8 752	8 748
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts	1 319	25 240
Comptes de régularisation	506 832	387 184
Charges à payer	419 081	229 471
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Autres charges à payer	19 741	85 535
Dettes représentées par un titre		
Autres comptes de régularisation	399 340	143 936
Comptes de négociation et règlement		
Dettes subordonnées		

Impôts différés		
Produits constatés d'avance	87 751	157 713
Autres produits constatés d'avance	87 751	157 713
Autres comptes de régularisation		
Total	4 607 774	6 416 720

2. Répartition des dépôts de garantie :

(En milliers d'Euros)	Comptes propres	Comptes de tiers	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus	51 765		51 765	78 609

Note 13. – Provisions et dépréciations.

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Provisions	4 497 150	3 683 196	-4 497 150			3 683 196
Provisions	4 497 150	3 683 196	-4 497 150			3 683 196
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges	4 497 150	3 683 196	-4 497 150			3 683 196
Provisions réglementées						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2017
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						
Total des dotations :			3 683 196			
Total des reprises :			-4 497 150			

Note 14.

1. Évolution des capitaux propres (en milliers d'Euros) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	20 700
Report à nouveau antérieur	19 117
Résultat de la période	1 583
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	20 700
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	1 497
Autres répartition	
Report à nouveau	19 203

(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 30 mai 2017

2. Capital social. — Le capital social est composé de 407 000 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	651
Réserves statutaires	
Autres réserves	3 549
Total	4 200

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	26 609
Report à nouveau antérieur	19 203
Résultat de la période	7 406
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	26 609
Réserve légale	
Autres réserves	
Dividendes	12 405
Autres répartition	
Report à nouveau	14 204

5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	6 512			6 512
Primes d'émission	18 224			18 224
Réserves	4 200			4 200
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	19 117	86		19 203
Résultat de l'exercice	1 583	7 406	1 583	7 406
Distribution				
Total	49 637	7 492	1 583	55 545

Note 15.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	908 993	748 975	-160 018	149 993
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	907 944	746 700	-161 244	149 081
Titres et valeurs reçus en pension	1 049	2 275	1 226	912
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :	166	4 711	4 545	1 536
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension	166	4 711	4 545	1 536
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	483 633	235 804	-247 829	-535 140
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	85 109	105 014	19 905	-34 151
Total	1 477 901	1 094 504	-383 397	-417 762

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme	4	
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total	4	

Note 16. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres	14 813	6 012	-8 801	-1 900
Opérations de change et sur instruments financiers	2 335	324	-2 011	-5 321
Engagement de financement et de garantie	-45		45	-451
Prestations de services et autres	105		-105	
Total	17 208	6 336	-10 872	-7 672

Note 17. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2017	Net fin 2016
Résultat net sur portefeuille de négociation :	418 141	449 898
Résultat net des opérations sur titres de transaction	-334 402	-182 101
Résultat net des opérations de change	12 913	-8 372
Résultat sur instruments financiers à terme (*) (**)	739 630	640 371
Résultat net sur titres de placement :	723	4
Plus-values de cession	723	4
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
	418 864	449 902

(*) Le solde net de la dotation/reprise aux provisions pour Reserve Policy est intégré au solde du Résultat sur Instruments financiers à terme. Ce montant représente une charge nette de 1 938 MILLIERS D'EUROS au 31/12/2017

(**) Le résultat sur instruments financiers à terme a été augmenté de 5 662 milliers d'euros suite à la correction d'une erreur survenue en 2015 sur les rétrocessions de commission

Note 18.

1. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-15 762	-27 500
Impôts et taxes	-4 068	-2 438
Services extérieurs	-11 694	-25 062
Autres		
Total	-15 762	-27 500

2. Effectif moyen :

	France	Etranger	2017	2016
Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Note 19. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. Liées et autres titres LT	1 502	24
Plus-values de cession	1 493	
Moins-values de cession		
Dotations aux dépréciations ou provisions	-3	-72
Reprises de dépréciations ou provisions	12	96
Total	1 502	24

Note 20.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	2 782	-4 226
Charge fiscale différée		
Total	2 782	-4 226

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	12 154	-2 026	3 376		3 376	8 778
2. Taxé au taux réduit ou non taxable	-3 469					-3 469
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	8 685	-2 026	3 376		3 376	5 309
3. Taxé au taux normal						
4. Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	8 685	-2 026	3 376		3 376	5 309
5. Taxé au taux normal						
6. Taxé au taux réduit ou non taxable	1 502					1 502
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	1 502					1 502
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	10 187	-2 026	3 376		3 376	6 811
VI. Résultat exceptionnel						
Dotations nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			3 376		3 376	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé				-680	-680	680
Contributions			111		111	-111
Autres (complément Is 2015)			-26		-26	26

Résultat net	10 187	-2 026	3 461	-680	2 781	7 406
(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance						

3. Situation fiscale différée :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2017	Passif 2017	Stock au 31/12/2017	Stock au 31/12/2016
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
Accroissement futur d'impôt						
Total						

Note 21. – Operations non inscrites au bilan.

"Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise."

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		1 332 612
En faveur d'établissements de crédit		1 332 612
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie :		1 505 166
D'ordre d'établissements de crédit		1 505 166
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		2 452 051
D'établissements de crédit		2 452 051
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Autres engagements reçus		2 675 724
Titres à recevoir		

1.3. Hors-bilan - engagements douteux :

1.4. Hors-bilan - autres engagements :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Autres valeurs affectées en garantie		16 581

Note 21 (suite)

2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 22. – Operations en devises

Devise (En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif contrevaletur €	Passif contrevaletur €	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	15 272 051	15 272 051	684	665	17 723 749	17 723 749	138	138
USD	8 138 023	8 138 023	193 067	72 775	6 805 157	6 805 157	104 115	101 375
GBP	3 372 190	3 372 190	128 856	2 359	7 237 977	7 237 977	34 198	479
JPY	650 560	650 560			361 733	361 733	8 104	
Autres	1 410 198	1 410 198	61 858	37 922	660 661	660 661	44 056	33 213
Total	28 843 022	28 843 022	384 465	113 721	32 789 277	32 789 277	190 611	135 205

Note 23.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	Total	
				31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes	6 489 554		-239 606	6 489 554	2 301 601
Opérations sur marchés organisés et assimilés :	425 039		-167 800	425 039	425 648
Contrats à terme de taux d'intérêt	236 014			236 014	209 548
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme	189 025		-167 800	189 025	216 100
Opérations sur marchés de gré à gré	6 064 515		-71 806	6 064 515	1 875 953
Swaps de taux d'intérêt	4 761 205		-67 846	4 761 205	1 375 120
Swaps financiers de devises					
Fra					
Autres	1 303 310		-3 960	1 303 310	500 833
Opérations conditionnelles	61 726 195	2 234	-17 807	61 728 429	100 038 948
Options de taux d'intérêt					
Option de change	197 760		-541	197 760	219 942
Option sur actions et indices	61 496 317		-16 601	61 496 317	99 690 875
Autres options	32 118	2 234	-665	34 352	128 131
Total	68 215 749	2 234	-257 413	68 217 983	102 340 549

2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations conditionnelles	38 872 793	8 650 339	14 205 297	61 728 429
Opérations sur marchés de gré à gré	1 691 598	710 242	3 662 675	6 064 515
Opérations sur marchés organisés et assimilés	236 014		189 025	425 039
Total	40 800 405	9 360 581	18 056 997	68 217 983

Note 24. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	3 036 253	1 251 273	5 852 401	4 222 949	14 362 876
Opérations avec la clientèle	4 480				4 480
Obligations et autres titres à revenu fixe	86 889	185 236	1 101 786	3 989 362	5 363 273
Titres de transaction	86 889	185 236	1 101 786	3 989 362	5 363 273
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable	1 585 384				1 585 384
Titres de transaction	1 585 384				1 585 384
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					

Dettes envers les établissements de crédit	2 090 611	1 007 311	4 917 839	8 970 795	16 986 556
Opérations avec la clientèle	918		277 307		278 225
Dettes représentées par un titre	271 767	492 450	2 277 058	190 386	3 231 661

Note 25. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SA SG OPTION EUROPE sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 26. – Intégration fiscale.

La Société SG OPTION EUROPE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1994

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

Bénéfice à court terme de 10 127 954 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 2 807 235 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 27. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit	14 362 876	13 914 683
Opérations avec la clientèle	4 480	
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 363 273	5 313 632
Actions et autres titres à revenu variable	1 585 384	108 099
Participations et autres titres détenus à long terme	1 904	
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations		
Comptes de négociation et de règlement	63 428	20 672
Autres actifs et comptes de régularisation	7 092 210	6 464 929
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit	16 986 556	16 802 474
Opérations avec la clientèle	278 225	
Dettes représentées par un titre	3 231 662	744 162
Autres passifs et comptes de régularisation	4 607 773	3 288 614
Comptes de négociation et de règlement	65	
Provisions et subventions d'investissement	3 683 196	3 247 821
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 332 595	1 332 595
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit	2 452 051	2 452 051
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 505 166	1 265 768
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres	2 784 273	2 580 711
Opérations en devises	498 185	144 426
Engagements sur instruments financiers à terme	68 217 983	61 544 747
Autres engagements	16 581	
Engagements douteux		

Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	1 094 504	882 495
Revenus des titres à revenu variable	4	
Produits de commissions	6 336	481
Intérêts et charges assimilées	-1 477 901	-1 018 852
Charges de commissions	-17 208	-3 000
Autres (Résultat net sur portefeuille de négociation)	418 141	212 912

Note 28. – Tableau des filiales et participations (1ère partie)

Sociétés / siège social (En milliers d'Euros)	31/12/2017				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de SG Option Europe					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SG Option Europe)					
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SG Option Europe)					
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :					
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :				3 271	1 904
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères				3 271	1 904

Note 28 (suite)

Tableau des filiales et participations (2ème partie)

Sociétés / siège social (En milliers d'Euros)	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	31/12/2017				
		Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de SG Option Europe						
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SG Option Europe)						
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SG Option Europe)						
II - renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
A) Filiales non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						
B) Participations non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						

Note 29.

3. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% Détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par SG Option Europe)			
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par SG Option Europe)			
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par SG Option Europe)			
Turquoise Global Holding Limited	39 584	10 930	0,75%
10 Paternoster Square London			
CBOE Holding Inc.	301 628	175 453	0,02%
400 South Lasalle, Chicago, il 60605			
D) Certificats d'association			

Note 30. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires HT des lettres de mission de nos commissaires aux comptes, au titre de l'exercice 2017, s'élèvent à :

DELOITTE et ASSOCIES	:	70 240,00 €
ERNST et YOUNG	:	70 240,00 €

Note 31. – .

Tableau des flux de trésorerie french GAAP

(En milliers d'Euros)	12/2017	12/2016
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		
Bénéfice net après impôt (I)	7 406	1 536
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux provisions	-430	-265
Impôts différés		
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées		
Variation des produits constatés d'avance		
Variation des charges constatées d'avance	-527	637
Variation des produits courus non encaissés	9 023	-13 884
Variation des charges courues non décaissées	-51 399	-17 244
Autres mouvements	7 007	-8 487
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajust° hors résultat sur instruments financiers à la JV (II)	-36 325	-39 243
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (III)	-1 765 952	1 613 123
Opérations interbancaires	-1 954 164	-1 113 972
Opérations avec la clientèle	126 028	67 863
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	3 401 166	-362 028
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	165 457	-283 903
Augmentations (diminutions) nettes des actifs (passifs) opérationnels (IV)	1 738 487	-1 692 040
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)	-56 385	-116 624
Flux de trésorerie net des activités d'investissement		
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-337	248
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	-337	248
Flux de trésorerie net des activités de financement		
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-1 498	
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	-1 498	
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	-58 220	-116 377
Trésorerie et équivalent de trésorerie		

Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	82 520	198 896
Trésorerie à la clôture de l'exercice	24 300	82 520
Variation de trésorerie	-58 220	-116 377

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices.

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (En milliers d'euros)	6 512	6 512	6 512	6 512	6 512
Nombre d'actions émises	407 000	407 000	407 000	407 000	407 000
Ordinaires	407 000	407 000	407 000	407 000	407 000
À dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
Par conversion d'obligations					
Par droit de souscription					
Résultats globaux des opérations effectives (En milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 113 763	1 369 952	2 086 880	3 261 100	5 547 418
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	10 187	-2 643	14 125	-68 907	-26 054
Impôt sur les bénéfices	-2 781	4 225	-4 236	24 158	5 891
Résultat après impôts, amortissements et provisions	7 406	1 583	9 888	-44 749	-20 163
Distribution de dividendes	12 405	1 498			
Résultats des opérations par action (en EUR)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	18	4	24	-110	-50
Résultat après impôts, amortissements et provisions	18	4	24	-110	-50
Dividende versé à chaque action	30,48	3,68			
Personnel					
Nombre de salariés					
Montant de la masse salariale (En milliers d'euros)					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (En milliers d'euros)					
(1) Signes : en - pour les charges et en + pour les produits					

C. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la société SG Option Europe,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SG Option Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 17 de l'annexe des comptes annuels intitulée « résultat net sur opérations financières » exposant la correction sur l'exercice 2017 relative à une erreur survenue en 2015 liée à des rétrocessions de commissions pour un montant de 5 662 K€.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation de certains instruments financiers complexes non cotés sur des marchés actifs

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de marchés, SG Option Europe détient des instruments financiers complexes non cotés sur des marchés actifs.</p> <p>La société utilise, pour calculer la juste valeur des instruments, des techniques ou des modèles interne qui reposent sur des données qui ne sont pas observables sur le marché, comme indiqué en note 1 « Opérations sur instruments financiers à terme ». Les modèles et les données utilisés pour procéder à la valorisation de ces instruments reposent sur des estimations de la direction.</p> <p>En raison du recours au jugement dans la détermination de la juste valeur et de la complexité de modélisation de celle-ci, nous estimons que l'évaluation des instruments financiers complexes non cotés sur des marchés actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Notre approche d'audit s'appuie sur certains des processus de contrôle interne clés associés à la valorisation des instruments financiers complexes non cotés sur des marchés actifs. En incluant des experts de nos cabinets en valorisation d'instruments financiers, nous avons construit une approche incluant les principales étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nous avons pris connaissance du dispositif d'autorisation et de validation des nouveaux produits et de leurs modèles de valorisation, incluant le processus de retranscription de ces modèles dans les outils informatiques ; – nous avons examiné la gouvernance mise en place par la direction des risques en matière de contrôle des modèles de valorisation ; – sur la base d'échantillon de tests, nous avons plus spécifiquement examiné les formules de valorisation de certaines catégories d'instruments complexes ; – nous avons analysé certains paramètres de marché utilisés pour alimenter les modèles de valorisation ; – s'agissant du processus d'explication du résultat, nous avons pris connaissance des principes d'analyse retenus par SG Option Europe et réalisé des tests de contrôles. <p>Nous avons par ailleurs procédé à des travaux informatiques dits " analytiques " sur la base de données des contrôles quotidiens du compte de résultat ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – lors de chaque arrêté trimestriel, nous avons obtenu les résultats du processus de vérification indépendante de valorisation à partir de données externes de marché, analysé les écarts de paramètres avec les données de marché en cas d'impact significatif ainsi que le traitement comptable de ces écarts ; – nous avons procédé à des contre-valorisations d'une sélection d'instruments financiers dérivés complexes non cotés sur des marchés actifs à l'aide de nos outils.

— Risque informatique sur les instruments financiers dérivés et les produits structuré :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les instruments financiers dérivés et les produits structurés de SG Option Europe constituent une activité importante de la société.</p> <p>Cette activité présente une complexité élevée compte tenu de la nature des instruments financiers traités, de la volumétrie des transactions réalisées, et de l'utilisation de nombreux systèmes informatiques interfacés entre eux.</p> <p>Le risque de survenance d'une anomalie dans les comptes qui serait liée à un incident dans les chaînes informatiques utilisées, de l'enregistrement des opérations jusqu'à leur déversement dans le système comptable, peut résulter :</p> <ul style="list-style-type: none"> – de modifications d'informations de gestion et de nature financière par des personnels non autorisés par le biais des systèmes d'information ou des bases de données sous-jacentes, – d'une défaillance de traitement ou de déversement entre systèmes – d'une interruption de service ou d'un incident d'exploitation associés ou non à une fraude interne ou externe. <p>Dans ce contexte, la maîtrise par la société des contrôles liés à la gestion des systèmes d'information sur l'activité précitée est essentielle</p>	<p>Notre approche sur cette activité s'appuie sur les contrôles liés à la gestion des systèmes d'information mis en place. En incluant des experts en systèmes d'information de nos cabinets, nous avons testé les contrôles généraux informatiques sur les applications que nous avons considérées comme clés pour ces activités. Nos travaux ont notamment porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les contrôles mis en place sur les droits d'accès, notamment aux moments sensibles d'un parcours professionnel (recrutement, transfert, démission, fin de contrat) avec le cas échéant, des procédures d'audit étendues en cas d'anomalies identifiées au cours de l'exercice ; – les éventuels accès dits privilégiés aux applicatifs et aux infrastructures ; – la gestion des changements réalisés sur les applications et plus spécifiquement la séparation entre les environnements de développement et métiers ; – les politiques de sécurité en général et leur déploiement dans les applications informatiques (par exemple, celles liées aux mots de passe) ;

pour la fiabilité des comptes et constitue un point clé de l'audit.	<p>– le traitement des incidents informatiques sur la période d'audit ;</p> <p>– la gouvernance et l'environnement de contrôle sur un échantillon d'applications dites «d'utilisateurs finaux».</p> <p>Sur ces mêmes applications, et afin d'évaluer le déversement des flux d'informations, nous avons testé les contrôles applicatifs clés relatifs aux interfaces automatisées entre les systèmes.</p> <p>Nos tests sur les contrôles informatiques généraux et applicatifs ont par ailleurs été complétés par des travaux d'analyses de données sur certaines applications informatiques.</p>
---	---

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires.

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SG Option Europe par votre assemblée générale du 28 avril 2003 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 31 mai 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la sixième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était commissaire aux comptes depuis le 23 mai 2000.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822- 10 à L. 822- 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 avril 2018.

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE et ASSOCIES :

Jean-Marc Mickeler ;

ERNST & YOUNG et Autres :

Micha Missakia.